

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 61-62 (1994-1997)

Artikel: De la "religion en danger" à la "mission de Fribourg"
Autor: Python, Francis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-817257>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DE LA «RELIGION EN DANGER» À LA «MISSION DE FRIBOURG»

Francis Python

Les lieux de mémoire des communications rassemblées sous les termes de citadelle catholique auraient pu être éminemment concrets. Les sites et les édifices religieux ne manquent pas qui ont été ou seront évoqués dans ce colloque. De parti pris, le groupe a fait le choix de se fonder sur des références plus immatérielles qui ne sont pas moins constitutives du domaine religieux ni moins créatrices de liens d'identité ou de sentiments d'appartenance au sein d'une population. Voilà pour le terme confessionnel.

Quant à l'image de la citadelle, elle possède des traits ambivalents. Lieu de refuge face à un danger extérieur, c'est aussi un lieu de rassemblement d'où l'on repart à l'assaut. Le terme de citadelle postule l'unanimité et ne s'accommode pas de la division intérieure, grosse de trahison. La forteresse est isolée par nature bien sûr, mais tire sa force d'un réseau de communications et de soutiens qui la relie à un plus grand ensemble. L'image de la citadelle se nourrit d'un jeu dialectique entre défensive et contre-offensive et sa force est toujours relative à la taille de son assise et à la vigueur de ses alliances.

Evoqué sous une forme militaire ou militante, de caractère politique ou spirituel, le lieu que constitue cette citadelle catholique a certainement revêtu des formes très prégnantes pour toute une population. Est-il complètement caduc aujourd'hui ou constitue-t-il encore un enjeu de la mémoire fribourgeoise? On peut entrer dans cette réflexion à partir d'un fait éditorial très concret et tout récent qui concerne la citadelle catholique considérée sous un angle d'histoire politique.

Il y a une année, un éditeur parisien, Barré et Dayez, conseillé par on ne sait qui, a bien voulu gratifier le public cantonal d'un reprint de l'ouvrage intitulé *Un siècle d'histoire fribourgeoise* qui avait paru en 1941. J'ignore l'accueil réservé par le public d'aujourd'hui à ce manuel aux valeurs bien établies et datées qui était destiné aux jeunes gens des cours complémentaires et aux jeunes filles des écoles ménagères et dont la sortie en son temps avait donné lieu à quelques polémiques¹. Rédigé par Jeanne Niquille, archiviste de l'Etat, et Joseph Jordan, professeur au Collège St-Michel, le

¹ Voir à ce sujet *La Liberté* des 1^{er} avril et 20 mai 1941 et surtout les journaux radicaux: *La Gruyère* du 8 février 1941 et *L'Indépendant* des 19 et 26 avril ainsi que des 15 et 20 mai 1941. Pour le contexte historiographique voir Francis PYTHON: «La Société cantonale d'histoire et le souci de la mémoire fribourgeoise», in *Equinoxe*, revue romande de sciences humaines, n° 10, automne 1993, pp. 145-157, notamment p. 154.

livre s'ouvrait par une préface de Joseph Piller qui sonnait comme une harangue de «défense cantonale spirituelle» en ces temps critiques que traversait la Suisse à laquelle d'ailleurs il ne faisait aucune allusion. Le préfacier après avoir loué l'ouvrage qui, au lieu «d'une sèche énumération des événements» faisait «voir l'enchaînement des faits et la logique de leur succession»², formulait deux constatations qui mettaient précisément en exergue la philosophie des auteurs et de leur commanditaire en matière de rapports entre le religieux et la politique qui régnaient à Fribourg et qu'ils voulaient voir perpétuer.

La première constatation avait les traits d'une loi fondamentale: «*La fidélité aux principes religieux est une caractéristique du peuple fribourgeois. Le Christianisme a fait notre histoire. Il nous a donné notre raison d'être et il a fait notre unité*». Cette loi toutefois se dégageait non seulement d'une histoire mais plus significativement découlait d'une menace présentée comme récurrente: «*Chaque fois que, au cours des années, le peuple fribourgeois a senti ses convictions religieuses menacées, il a compris que son existence même était en jeu et il s'est levé pour les défendre*»³. Et le préfacier de signaler que c'était pour les défendre encore que le peuple avait eu le courage d'entreprendre des oeuvres grandioses dans les soixante dernières années, entendez depuis les années 1880, avec la fondation de l'Université.

La deuxième constatation était plus banale et revêtait une tournure civique masquant mal un jugement politique voire partisan: les Fribourgeois s'étaient trop souvent divisés entre 1798 et 1857 paralysant l'activité du pays tout entier. En revanche, «concorde» et «compréhension»⁴, conditions de progrès véritable, s'étaient affirmées depuis, c'est-à-dire sous le régime conservateur.

On a là quelques linéaments d'une histoire officielle que tentait de promouvoir l'homme fort d'un régime aspirant à réaliser l'Etat chrétien selon le modèle d'un Salazar qu'il devait probablement admirer en son for intérieur⁵. Ce qui est plus intéressant historiographiquement, c'est à l'autre bout du livre, la conclusion intitulée: «Vers l'avenir» et vraisemblablement rédigée par les deux auteurs. Au terme d'une présentation historique, qui ne manquait pas de qualité de par son ouverture aux problèmes économiques notamment, cette conclusion illustre bien la logique de l'histoire évoquée dans la préface. Elle insistait sur deux réalisations fribourgeoises, présentées comme

² *Un siècle d'histoire fribourgeoise*, Fribourg, Editions St-Paul, 1941, p. VII.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Thomas JÄGGI: «Die Persönlichkeit Joseph Pillers», in *Joseph Piller, 1890-1954. In Memoriam*. Fribourg, 1955, pp. 11-23 «Er war ein Staatsmann von intellektuellen Schlag, etwa nach der Art einer Salazar, und ich kann mir vorstellen, dass dieser Portugiese sein geheimes Vorbild war» p. 17.

fruits de l'union de tous: «les paysans et les citoyens, les magistrats et le peuple, le clergé et le pouvoir civil»⁶ à savoir la construction du réseau ferroviaire et l'Université.

En cette période de difficultés économiques mais aussi d'union sacrée, l'ouvrage poussait encore plus loin la définition de l'identité et de la mission de Fribourg à partir d'un axiome proprement théologique dont il vaut la peine d'examiner de plus près le développement.

«Les problèmes matériels, les problèmes sociaux ne trouvent leur solution stable et définitive que dans la vérité. Or, le Christ a dit: Je suis la Vérité. Répandre la vérité tout entière, dans l'esprit du Christ, voilà le service inappréciable que Fribourg peut rendre au monde, que le monde attend de Fribourg»⁷.

Les Fribourgeois étaient donc les dépositaires d'une mission qui, selon les canons traditionalistes, était légitimée par le passé et par un rapport d'autorité liant le peuple à Dieu comme le fait apparaître la phrase suivante:

«Les hommes que la Providence a envoyés pour nous éclairer sur notre mission nous ont fixé cette tâche, et, en somme, le peuple entier l'a accepté, comme le montrent maints votes unanimes et maintes manifestations où vraiment vibre tout le cœur du pays»⁸.

Nul besoin d'une savante exégèse de l'ouvrage pour découvrir les prophètes, mais on aura plus de peine à repérer les adhésions plébiscitaires qui s'exprimaient avant tout dans le cadre d'un système étroitement représentatif et au sein d'une démocratie plus gouvernée que gouvernante⁹. Retenons cependant de cet idéal hautement proclamé par l'historiographie du régime que le christianisme est le facteur principal de l'identité cantonale et qu'il constitue le ciment de ce consensus si recherché tout au long du XIX^e siècle.

On ne peut s'empêcher à ce stade de la présentation de faire un rapprochement avec la mystérieuse phrase souvent citée du D^r Berchtold, liant «Démocratie» et «Catholicisme» dans la préface de son *Histoire du canton de Fribourg* dont le premier

⁶ *Un siècle d'histoire fribourgeoise*, p. 203.

⁷ *Ibid.*, p. 205.

⁸ *Ibid.*

⁹ Roland RUFFIEUX: «Une démocratie qui se cherche», in *Histoire du canton de Fribourg*, Fribourg, 1981, pp. 985-993.

tome avait paru précisément un siècle plus tôt, en 1841. On aura garde toutefois de ne pas détacher cette phrase de celle qui la précédait et qui répondait à une interrogation sur les fonctions que le canton «avait à remplir dans le monde»

«En effet, la Providence semble l'avoir appelé à y jouer deux grands rôles. Elle en fit d'abord le berceau de la liberté à l'occident de la Suisse, puis une digue contre les innovations religieuses. Elle choisit cette place au pied des Alpes et sur les confins des deux races germanique et romande, pour y faire fleurir la Démocratie sous les auspices du Catholicisme. Voilà quel fut le fondement de notre nationalité»¹⁰.

On peut certainement créditer le D^r Berchtold d'un optimisme pré-quarante-huit-tard dans sa philosophie de l'histoire mais c'est faire un contresens que d'appliquer son jugement à l'avenir alors qu'il concerne explicitement le passé, idéalisé sans doute, de la communauté urbaine fribourgeoise s'alliant à l'antique Confédération avant la mainmise de l'oligarchie patricienne sur ses institutions.

Ce qui creuse la différence entre le radical josphiste Berchtold et les historiens conservateurs du régime, outre le fait qu'ils ne traitent pas de la même période, c'est en dernier lieu, la perception des dangers qu'encourt la religion et, plus fondamentalement encore, la conception de ce qui constitue la vraie religion. L'historiographie catholique conservatrice a développé une vision tragique du fondement religieux de l'identité cantonale soumise à des dangers récurrents menaçant aussi bien l'Eglise que le canton et plus encore les liens nécessaires entre ce dernier et la seule et véritable Eglise, catholique et romaine. Cette vision historico-politique tragique se fonde sur la présentation de quelques chocs majeurs dont la mémoire est régulièrement entretenue et constamment réactivée aux XIX^e et XX^e siècles pour perpétuer la crainte qu'ils inspirent: la Réforme, la Révolution française, le libéralisme qui a conduit au régime radical anticlérical de 1848 et qui est accusé de faire le lit du socialisme. Trois périls intimement liés sur le plan idéologique comme le soutient l'école traditionaliste par l'entremise notamment de l'un de ses hérauts, Charles-Louis de Haller¹¹, dont on n'a pas encore mesuré pleinement le rayonnement sur les élites cantonales.

On a affaire ici, avec ce texte de 1941, à une des dernières expressions triomphalistes de cette mémoire catholique et conservatrice d'orientation intégraliste. Elle s'appuie encore sur un parti confessionnel hégémonique pour maintenir et favoriser les

¹⁰ Jean-Nicolas-Elisabeth BERCHTOLD: *Histoire du canton de Fribourg*. 1^{re} partie. Fribourg, 1841, pp. XIII-XIV.

¹¹ Voir par exemple son livre: *Histoire de la révolution religieuse ou de la réforme protestante dans la Suisse occidentale*. Paris, 1837. Sur la réception de cet ouvrage dans le clergé, voir Francis PYTHON: *Mgr Marilley et son clergé au temps du Sonderbund, 1846-1856*. Fribourg, 1987, pp. 158 et 189.

rapports privilégiés entre l'Eglise et l'Etat; elle déclare parvenir aussi à faire converger les intérêts sociaux dans une sorte d'exaltation du peuple formant une communauté de foi. Mais une génération plus tard, vers le milieu des années 1960, la cohésion de cette mémoire politique catholique, bâtie sur la peur de ces trois périls, s'effrite à grande allure et ne résiste pas à la sécularisation ambiante, même si subsistent çà et là certains points d'ancrage.

L'erreur toutefois serait d'admettre cette mémoire catholique comme un monolithe tout au long des XIX^e et XX^e siècles. Plusieurs moments et plusieurs lieux de référence coexistent, et se trouvent même en concurrence, dans ces deux derniers siècles, comme on va tenter de le démontrer sommairement en examinant la combinatoire des craintes et des périls dont on a fait montre pour imposer en contrepoint une seule mémoire des événements.

On peut tenter une typologie de ces lieux de la mémoire catholique en matière de culture politique, en reprenant la césure signalée par le manuel de Niquille et Jordan coupant en deux le XIX^e siècle. Avant 1856, les périls dénoncés du protestantisme et du libéralisme ne parviennent pas à mobiliser activement et totalement les forces catholiques. Après l'épisode du régime radical, on ajoute aux deux premiers dangers le souvenir d'une laïcisation brutale pour cimenter durablement le camp catholique et le rendre unanime en s'appuyant sur une conjoncture nationale et internationale favorable à la perception de ces dangers.

La résistance à la Réforme est sans doute encore un lieu commun de la mémoire collective cantonale au début du XIX^e siècle alors qu'on se trouve sous le choc de la Révolution française mais son interprétation n'a jamais cessé d'être divergente. Le rôle principal du gouvernement civil dans cette résistance nourrit la mémoire du courant régalien, ravivé par le josphisme ambiant, alors que les partisans des jésuites se fondent surtout sur l'action de la Contre-Réforme menée à partir des canons tridentins. La poussée de laïcisation et de nationalisation de la vie publique provoquée par la République helvétique ne choque pas les tenants catholiques des Lumières présents dans l'élite urbaine, tels un chanoine Fontaine ou un Père Girard, alors que le clergé, emmené par Mgr d'Odet et son successeur Guisolan, organise une résistance efficace mobilisant aristocratie dévôte et forces populaires. La présence des émigrés français, et notamment des clercs et des religieux, avait rendu très concrète l'image de Fribourg citadelle-refuge et favorisera l'imprégnation d'une partie de son élite par un catholicisme légitimiste et contre-révolutionnaire¹².

¹² Georges ANDREY: *Les émigrés français dans le canton de Fribourg (1789-1815). Effectifs, activités, portraits*. Neuchâtel-Fribourg, 1972.

Avec le deuxième échec du Père Girard dans l'accession à l'épiscopat face à Mgr Yenni et le retour en 1818 des jésuites qui l'amène à l'exil, les catholiques de tendance libérale perdent leur principal point d'appui¹³. La Restauration ne remet pas en cause cependant l'appartenance au canton du district réformé du Moratois, fruit de l'Helvétique, ce qui empêchera à l'avenir, et non sans tensions, toute identification de Fribourg à un Etat entièrement catholique. L'importance de ce district se mesurera bientôt dans l'apport de ses élites politiques au régime libéral, issu de l'onde de choc de la Révolution de Juillet.

Le courant catholique libéral ne triomphe guère cependant sous la Régénération, malgré quelques ouvertures dans le domaine scolaire, tant la présence d'une vague de réfugiés français légitimistes¹⁴ fortifie à nouveau l'opinion conservatrice¹⁵. Les Articles de Baden, qui cherchent à «nationaliser» les institutions des catholiques suisses sinon leur croyance, ne touchent pas directement les Fribourgeois mais sont utilisés comme pierre de touche pour éprouver leur fidélité à la Rome de Grégoire XVI qui lance sa croisade contre le libéralisme¹⁶. L'évocation opportune du danger de schisme remet en selle les élites politiques traditionnelles qui, au contraire des chefs catholiques lucernois, n'éprouvent pas le besoin de recourir à une mobilisation du peuple sous le drapeau de la démocratie. Une négligence chèrement payée par le camp catholique conservateur dès 1845. Si l'adhésion du canton au Sonderbund est motivée par la peur d'une révision du Pacte fédéral qui placerait les catholiques sous la dépendance des grands cantons réformés, elle aboutit à une quasi sécession du district protestant du Moratois¹⁷, alors que les catholiques modérés ou libéraux se retirent sous leur tente. La croisade sonderbundienne entraîne sans doute les foules rurales des districts fidèles et conservateurs mais l'unité cantonale éclate et la division des élites n'épargne pas le clergé.

¹³ Hans WICKI: «P. Girard und die Freiburger Bischofswahl von 1814-1815», in *Mélanges Girard*. Fribourg, 1953. pp. 22-135. Sur le nouvel évêque, voir Hugo VONLANTHEN: *Bischof Pierre-Tobie Yenni und die Diözese Lausanne, 1815-1830. Ein Beitrag zur Geschichte der Restauration in der Schweiz*. Fribourg 1967.

¹⁴ Jean-Denis MURITH: «Un groupe international d'Ultras sous la Restauration et la monarchie de Juillet», in *Annales fribourgeoises*, 41, 1953, pp. 89-121.

¹⁵ Benoît GIRARD: «Un journal légitimiste à Fribourg sous la Régénération: *Le Véridique*», in *Annales fribourgeoises*, 53, 1975/76, pp. 5-76.

¹⁶ Jean-Daniel DESSONNAZ: *Le canton de Fribourg et les articles de la Conférence de Baden (1834-1837). Un aspect du conflit politico-religieux de la première moitié du XIX^e siècle*. Université de Fribourg, 1983 (mém. lic.).

¹⁷ Ernst FLUCKIGER: «Die Trennungsfrage in Murtenbiet 1798-1873», in *Freiburger Geschichtsblätter*, 57, 1970/71, pp. 209-244.

Dans la brutale mise au pas du canton par le régime radical qui cherche à l'intégrer au nouvel Etat fédéral en laïcisant ses institutions et ses moeurs politiques, la suppression des couvents et l'éloignement forcé de l'évêque sont vus comme autant de mesures favorisant le schisme et la protestantisation du canton. Les excès du régime ne peuvent que renforcer l'opposition où des catholiques libéraux et modérés refont alliance avec les élites traditionnelles et mobilisent les masses rurales comme le montre la manifestation de force de Posieux en 1852. Désormais, les radicaux porteront leur anticléricalisme comme un stigmate qui les éloignera durablement du pouvoir¹⁸.

A partir de 1856, les conditions d'un intense travail de la mémoire conservatrice sont réunies qui cherche à détourner les populations du radicalisme en jouant pleinement de l'amalgame entre les variantes des trois périls fondamentaux initialement dénoncés: protestantisme, libéralisme et anticléricalisme, radicalisme et socialisme. Cela va de la résistance à la pénétration des fermiers bernois en Singine à l'épuration du corps enseignant libéral, du renforcement du rôle social du clergé à l'organisation politique des masses rurales dans une résistance conservatrice et fédéraliste. L'activisme et les oeuvres multiples du chanoine Schorderet¹⁹ dans le domaine de la presse ou des associations s'inscrivent dans cette stratégie alors que l'Eglise de Pie IX se raidit dans son refus doctrinal de la société moderne libérale et qu'éclatent, partout en Europe, des Kulturkämpfe. Le canton vivra ces derniers par procuration en quelque sorte, y trouvant de quoi alimenter son rejet du centralisme fédéral et de quoi épurer la coalition au pouvoir de son dernier zeste de libéralisme au profit d'un conservatisme plus confessionnel et à fondement plus populaire sinon démocratique.

L'union étroite des forces politiques et sociales que cautionne un jeune clergé néo-ultramontain aboutit à l'instauration de cette fameuse «République chrétienne» dont Georges Python s'assure la direction non sans contestations. Ces dernières viennent de façon attendue de la gauche radicale qui voit s'évanouir les profits escomptés de l'apaisement produit par la fin du Kulturkampf en Suisse, et de manière plus imprévisible, d'une droite plus passéiste qui joue sur les rivalités régionales, gruériennes surtout²⁰.

L'oeuvre principale du régime, l'Université des catholiques suisses, apparaît comme l'instrument le plus adapté aux nouvelles conditions exigées pour la défense de

¹⁸ Sur ce régime et ses effets voir Roland RUFFIEUX: *Idéologie et nécessité. Essai sur le régime radical fribourgeois. (1847-1856)*. Fribourg, 1957. Ainsi que Francis PYTHON: *op. cit.*

¹⁹ Dominique BARTHELEMY: *Diffuser au lieu d'interdire. Le chanoine Joseph Schorderet (1840-1893)*. Fribourg, 1993.

²⁰ Pierre-Philippe BUGNARD: *Le machiavélisme de village. La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913)*. Lausanne, 1983. Voir aussi Nicolas WILLEMIN: *Georges Python et la République chrétienne, 1881-1896. Structure et activité parlementaire du régime*. Université de Fribourg, 1987, (mém. lic.)

la citadelle dont les buts restent fondamentalement les mêmes. Face aux réformés, dont on prend soin de ne pas heurter les droits constitutionnels, la lutte est portée sur le terrain culturel où l'infériorité catholique a été fortement ressentie. Contre le libéralisme qui étend son emprise comme mode de pensée et forme d'organisation économique et sociale, on allume un contre-feu idéologique à base de philosophie et de théologie néo-scholastique qui cherche son épure dans un passé médiéval. Face à la pression politique du radicalisme entretenue par l'Etat central, on fait de l'Université non seulement un élément actif du réseau fédéraliste des cantons catholiques mais encore un relais d'un internationalisme catholique²¹.

Même si cette dernière vocation est nécessitée en partie par le manque de professeurs et d'étudiants d'origine fribourgeoise et suisse, elle ancre plus fortement et plus durablement la citadelle dans le champ magnétique de l'ultramontanisme que Léon XIII fait sortir de la défensive pour reconquérir la société moderne. L'oeuvre fragilisera sans doute le régime à différents moments mais l'imbrication des intérêts débouchera aussi sur des symbioses qui mobiliseront durablement les ressources humaines et matérielles du canton, avec des retombées positives dans le long terme.

Une expérience de symbiose, qui ne manque pas d'allure même si sa conclusion a les apparences d'un échec, est constituée précisément par l'orientation donnée à la politique de développement universitaire que mène Joseph Piller durant les années trente²². La mobilisation de toutes les ressources du catholicisme tant national que cantonal sans oublier le réseau international, aboutit à l'exacerbation de cette idée de la mission spirituelle de Fribourg telle qu'on a pu la voir développée dans l'ouvrage de Jordan et Niquille et qui, négligeant trop les réalités économiques et sociales, rencontre une contradiction majeure dans la non-réélection de son leader, Joseph Piller, en 1946.

On aura remarqué cependant dans cet ouvrage de 1941, l'usage du terme «chrétien» au lieu du qualificatif «catholique» dans la définition de cette mission de Fribourg. Etait-ce le fruit de cet œcuménisme d'ordre patriotique que développait l'évêque Mgr Besson depuis la crise sociale de 1918 et qui avait trouvé une nouvelle justification dans la mise en place de cette fameuse «défense nationale spirituelle» à l'approche de la Seconde Guerre mondiale?²³ L'alliance avec les réformés conservateurs, ce mirage du catholicisme politique suisse, avait déjà été recherchée bien plus tôt

²¹ *Histoire de l'Université de Fribourg. 1889-1989*. Fribourg, 1992. 3 vol.

²² Dominique ROULIN: *L'Université de Fribourg et son développement sous l'égide de Joseph Piller (1933-1946). L'attitude des milieux politiques et de la presse conservatrice*. Université de Fribourg, 1989. (mém. lic.).

²³ Francis PYTHON: «Un évêque défenseur de la Patrie. Le discours pastoral de Mgr Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres», in *Passé Pluriel*. En hommage au professeur Roland Ruffieux. Fribourg, 1991, pp. 77-96.

à Fribourg mais le libéralisme avait toujours été l'obstacle que l'on n'avait pas pu totalement écarter.

Le temps était peut-être considéré comme venu de surmonter le différend idéologique entretenu avec les tenants d'un libéralisme jugé moribond par les partisans d'une Suisse chrétienne, fédéraliste, corporative et démocratique dans un sens autoritaire?²⁴ C'est bien un tel Etat que la majorité politique fribourgeoise avait plébiscité lors de la révision constitutionnelle de 1934-35, un Etat dont Gonzague de Reynold était le chantre attitré²⁵ et qui, en 1940-41, revenait à la mode avec le premier Vichy.

Des trois périls dont la citadelle était le rempart restait alors celui du socialisme, considéré comme fruit lointain et dégénéré de la Révolution française. On l'amalgamait sans trop de précautions avec l'hydre bolcheviste massivement condamnée dans l'entre-deux-guerres et contre laquelle se déchaînait en même temps une autre croisade d'essence non moins totalitaire. Héritiers des radicaux trop embourgeoisés, les sociaux-démocrates pouvaient constituer d'utiles repoussoirs mais la menace était bien légère dans le canton, même si une petite poussée à gauche s'observera lors des élections de 1946 où tombe Joseph Piller.

En définitive, et c'est une conclusion ouverte, si l'exaltation de la citadelle redouble de force dans l'ouvrage de 1941, on ne voit plus très bien les périls qu'elle conjurait. L'énergie forcenée de ses partisans n'était pas loin de tourner à l'idéalisme volontariste. L'abandon du terme catholique n'est-il pas pourtant le premier indice d'un glissement de sens qui affectait ce lieu de la mémoire conservatrice et qui annonce les fissures de cette contre-culture catholique décelables dans les années 50 avant de se transformer en lézardes, ébranlant tout l'édifice au lendemain de Vatican II?²⁶

Les périls dénoncés perdent, au temps du Concile, de leur virulence et leurs fonctions de mobilisation et d'intégration s'atténuent fortement. D'autres mémoires du passé fribourgeois relèvent la tête. A côté de l'œcuménisme qui devient une référence ecclésiale obligée, réduisant l'omnipotence de la confession majoritaire, le filon catholique libéral est retrouvé qui ne manque pas d'ancêtres prestigieux et qui peut nourrir une tradition radicale où l'anticléricalisme se fait oublier. Sur le terreau chrétien prennent même racines des forces plus jeunes attirées par le progressisme et le socialisme. Pour ces catholiques de gauche compte davantage l'instauration d'une cité plus juste, l'Etat-providence, que la défense de remparts utilisés, selon eux, dans un sens partisan.

²⁴ Christophe SCHALLER: *Les Jeunes Conservateurs fribourgeois de 1928 à 1953. Un mouvement politique de jeunesse dans son évolution*. Université de Fribourg. 1988, (mém. de lic.).

²⁵ Aram MATTIOLI: *Zwischen Demokratie und totalitäre Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*. Zürich, 1994.

²⁶ Urs ALTERMATT: *Le catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX^e et XX^e siècles*. Lausanne, 1994.

La perte de la majorité parlementaire par le parti conservateur chrétien-social en 1966 est autant le produit d'une érosion idéologique interne que de la vigueur des forces adverses. Le temps de la reconversion idéologique, selon les canons centristes de la démocratie chrétienne, est alors rendu plus difficile par l'imprécision des périls ou des ennemis potentiels à désigner.

L'ère de la citadelle catholique est-elle pour autant révolue? La stratégie de visibilité et de dénonciation de nouveaux périls conduite par l'Eglise de Jean-Paul II ne va pas sans nourrir quelques rêves de restauration chez certains milieux fribourgeois cultivant une mémoire intégraliste²⁷. Mais au manque de structure partisane porteuse s'ajoutent les effets d'une disparition complète de l'assise sociale rurale traditionnelle et, plus fondamentalement, l'effritement du modèle culturel de chrétienté. Cet effacement de la mémoire catholique conservatrice reste cependant relatif comme on l'a constaté en introduction. Paradoxalement, il semble même être devenu difficile de le mesurer historiquement si on élargit trop le sens et la durée de cette «République chrétienne». Si on reprend pour argent comptant les bulletins triomphalistes de sa presse et de ses oeuvres ou les dénonciations de ses adversaires, sans périodiser et contextualiser son évolution, bref en confondant histoire et mémoire plus ou moins officielle.

L'histoire politique des forces religieuses, ou inversement l'histoire religieuse des forces politiques, trouve à Fribourg un terrain de choix tant était forte leur imbrication. Mais cette historiographie atteint rapidement ses limites dans la mesure où, amplifiant la mémoire collective d'une composante, elle ne voit que l'interaction des deux forces et ne parvient plus à cerner le fond propre de l'une et de l'autre, gommant leurs différences, jusqu'à les confondre. Comment, en d'autres mots, historiciser le fait religieux sans occulter ses retombées politiques ainsi que ses interactions sociales et culturelles tout en ne le réduisant pas à ces dimensions et en lui reconnaissant une spécificité?

²⁷ Guy-François DESPOND: *Una Voce Helvetica. Holographie de l'Association pour la défense de la foi, du latin et du chant grégorien au lendemain du Concile Vatican II*. Université de Fribourg, 1994, (mém. de diplôme de maître de gymnase).